

Prenons comme exemple le domaine des droits de l'homme. Il serait facile de relever de par le monde les innombrables exemples de violations des droits de l'homme. La tâche de susciter et d'assurer le respect des valeurs internationales convenues s'est révélée décourageante. De profondes différences historiques et culturelles ont engendré des opinions fort divergentes sur la source véritable et l'étendue appropriée des droits civils. Ces différences sont profondes. Comment légiférer de façon à les effacer? Néanmoins, par le Pacte relatif aux droits civils et politiques et par le Pacte relatif aux droits sociaux, économiques et culturels, la communauté internationale a légiféré à bon escient. Elle a ainsi reconnu que la souveraineté des Etats a ses limites et que certains droits sont le propre des particuliers, notamment, les droits à la vie et à la liberté, le droit à l'autonomie et à la sécurité personnelles, à une justice équitable et expéditive, le droit à la liberté de pensée, à la liberté de conscience et à la liberté religieuse, enfin, le droit de quitter tout pays, y compris le sien propre. Il s'agit maintenant d'assurer, en pratique, le respect de ces droits. En ce qui concerne mon pays, je suis heureux d'affirmer que les difficultés constitutionnelles qui ont jusqu'ici empêché le Canada de ratifier les Pactes sur les droits de l'homme sont en bonne voie d'être aplanies. Grâce à l'expérience nationale et internationale, les Canadiens comprennent maintenant que le domaine des droits de l'homme constitue une autre sphère où les obligations nationales et internationales se complètent.

Certaines des plus graves atteintes au respect des droits de l'homme surviennent aujourd'hui en Afrique. En Afrique du Sud, le système même de l'apartheid violente les concepts incorporés par la communauté internationale dans les déclarations des droits de l'homme. En Rhodésie, un régime illégal continue à interdire à la majorité de ses citoyens jusqu'à l'espoir de jouir des droits fondamentaux qui leur reviennent. L'Ouganda fait maintenant naître une nouvelle forme de danger. Je n'ai pas l'intention de traiter cette question à fond. De toute évidence, cependant, la situation en Ouganda exige que le Gouvernement ougandais fasse preuve de la plus grande prudence afin de permettre à la communauté asiatique de quitter le pays dans des conditions de dignité et de sécurité raisonnables. Les autres Gouvernements doivent aussi se montrer humains de sorte que les dizaines de milliers de personnes qui pourront éventuellement être visées par des mesures d'expulsion puissent être accueillies généreusement par les nombreux pays du monde où leurs talents pourraient trouver une occasion nouvelle de s'exprimer utilement.